La lettre

de l'UD CGT de l'Ardèche Publication bi-hebdomadaire N° 3 – MARS 2025

https://udcgt07.wordpress.com/ Vous trouverez les documents mentionnés en annexe.



Numéro de mars d'Unir & Agir de mars est aussi disponible au format numérique !
https://udcgt07.wordpress.com/publications-2025/

Local :

- **Tract unitaire solidarité Palestine Aubenas et Festival "PALESTINE EN VUE" (PEV) du 2 au 6 avril au Cinéma le Navire et à La Bobine, à Aubenas :**
- **Semaine de lutte contre le racisme systémique 18-27 mars – Privas**
  https://udcgt07.wordpress.com/2025/03/03/semaine-de-lutte-contre-le-racisme-systemique-18-27-mars-privas/
- **Manifestation contre le Racisme et le Fascisme le 22 mars Aubenas et Annonay**
  https://udcgt07.wordpress.com/actualites/
- **Le congrès de l'UL CGT Aubenas à eu lieu le 20 mars à Mercuer, le rapport d'activité ainsi que le document d'orientation à été validé, la nouvelle CE a été élue et la nouvelle secrétaire de l'UL CGT d'Aubenas est Gwendoline PAYEN**
- **25 mars journée nationale des ATSEM tract du groupe de travail 07-63**
  https://udcgt07.wordpress.com/2025/03/19/le-21-mars-2025-un-jour-pour-les-atsem-mais-la-cgt-compte-les-valoriser-toute-lannee/

Dates à retenir :

- **Congrès de l'UL CGT Annonay le 11 avril**
- **Conférence Régionale à Mably le 9 et 10 avril**

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

National :

Tracts et Communiqués de presse :

- **ACTIONS RETRAITES EN AURA - CHIFFRES**

- **CP de la CGT - PPL Narcotrafic**
  https://www.cgt.fr/comm-de-presse/ppl-sortir-la-france-du-piege-du-narcotrafic-une-loi-repressive-et-inefficace-sans-moyens-pour-les
- **CP VENCOREX - L ETAT CHOISIT LE CHOMAGE AU LIEU DE SOUTENIR L'EMPLOI**
  https://fnic-cgt.fr/pdf_lv/cp-vencorex-l-etat-choisit-le-chomage-au-lieu-de-soutenir-l-emploi/
- **CP LA FNIC CGT DENONCE L'ACHARNEMENT DE LA SOCIETE TORAY CONTRE NOTRE CAMARADE TIMOTHEE ESPRIT**
  https://fnic-cgt.fr/pdf_lv/cp-la-fnic-cgt-denonce-lacharnement-de-la-societe-toray-contre-notre-camarade-timothee-esprit/
- **Lettre-ouverte- Non à la « casse sociale » au profit de l'économie de guerre**
  https://indecosa.fr/non-a-la-casse-sociale-au-profit-de-leconomie-de-guerre/

- 📢 **Campagne retraite 2025**
  - Conférence retraites 2025 : le décryptage complet https://www.cgt.fr/retraites2025
  - Tract « gagnons l'abrogation » https://www.cgt.fr/tractretraites2025
  - Tract « Emploi, salaire, retraite : gagnons l'égalité » https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/retraites/tract8mars
- Support de présentation des enjeux de la mobilisation 2025
- Lien vers la présentation en PPT ici.
- Lien vers la présentation en PDF ici.
- Le script du webinaire version courte.
- Tract « gagnons l'abrogation » https://www.cgt.fr/tractretraites2025

Le matériel de campagne a été reçu l'UD il contient :
- Un reactif spécial retraite 4p
- Des affiches A3
- Des affiches A1

Nous contacter pour en récupérer. Les diffusions du materiel de campagne retraites se feront jusqu'à la journée de mobilisation du 3 avril : pour le moment la CGT organise des manifestations à Privas, Aubenas et Annonay.

Rappel des formations syndicales à venir :

- **Porteur de parole -** le 17 er 18 avril à Le Teil
- **Conseiller du salarié présentation du mandat -** le 29 avril à Privas
- **SSCT –** du 31 mars au 4 avril à Privas
- **Agir contre les VSS -** du 21 au 23 mai à Privas
- **Participer à la vie de la CGT (mod2) -** du 21 au 23 mai à Privas



International

- **liens du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne – courrier unitaire**

Mobilisations :

Mobilisations de soutien au peuple Palestinien en Ardèche et à proximité :

Tous les vendredis :
- **Privas** – 17H 30 – Esplanade Amedé Imbert

Tous les samedis :
- **Aubenas** – 11h – Agora

Mobilisation contre le racisme et le fascisme mobilisation le 22 mars :

- **Aubenas – manifestation** – 14H 30 – Agora
- **Annonay** – 10h30 place des Cordeliers
- **Tournon** – kiosque à musique – 11h
- **Privas** – semaine contre le racisme systémique du 18 mars au 27 mars (voir le programme en annexe).

Tract unitaire solidarité Palestine Aubenas

Non au projet d'expulsion des Palestiniens de Gaza
Non à l'épuration ethnique en Cisjordanie
Imposons la fin des massacres et du génocide

Israël intensifie sa guerre contre Gaza : des centaines de morts et d'évacuations massives au milieu de condamnations internationales faibles

Témoignage d'Abu Amir, Gaza, 18/03/2025 (extraits)
https://ujfp.org/

Dans une nouvelle escalade dramatique, Israël a repris ses opérations militaires contre la bande de Gaza, lançant des frappes aériennes massives à l'aube qui ont ciblé plusieurs zones du territoire. Selon le ministère de la Santé de Gaza, plus de 326 personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées dans ces attaques, qui s'ajoutent à une série de bombardements ayant causé d'innombrables destructions et une crise humanitaire en constante aggravation.

Parallèlement à cette escalade, l'armée israélienne a ordonné des évacuations massives dans plusieurs zones frontalières, forçant des milliers de civils à fuir une nouvelle fois. (…) Les habitants ont été contraints de quitter leurs maisons sous la menace des bombardements incessants. Ces déplacements forcés ne font qu'aggraver la catastrophe humanitaire, alors que plus aucun endroit ne peut être considéré comme sûr dans la bande de Gaza. Même les camps de réfugiés et les abris d'urgence ne sont pas épargnés par les frappes.

Les attaques n'ont pas seulement visé les infrastructures et les habitations, mais elles ont également touché les camps de réfugiés et les abris accueillant des familles déplacées. La porte-parole de l'UNICEF à Gaza a confirmé que les frappes aériennes ont touché des tentes abritant des personnes déplacées, provoquant de nombreuses victimes parmi les enfants et les femmes, qui n'avaient déjà plus aucun endroit où se réfugier.

La reprise des hostilités à Gaza a provoqué une vague de condamnations internationales, mais, comme à l'accoutumée, ces réactions n'ont pas dépassé le cadre de l'indignation verbale et des appels sans effet, sans qu'aucune action concrète ne soit entreprise pour arrêter l'agression israélienne ou protéger les civils palestiniens. **(…)**

Tandis que les responsables politiques parlent de "protéger les civils" et de "respect du droit international", Israël continue son escalade militaire sans aucune restriction ni conséquence. (…)

Face à cette réalité, une question demeure : quand la communauté internationale dépassera-t-elle le stade des condamnations symboliques pour prendre des mesures concrètes contre les crimes israéliens ?

Déclaration de Muhannad Hadi, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO), sur la nécessité urgente de rétablir un cessez-le-feu, 18/03/2025 :

« Des vagues de frappes aériennes se sont produites dans la bande de Gaza depuis les premières heures de la matinée. Selon des informations initiales et non confirmées, des centaines de personnes ont été tuées.
C'est inconcevable. Un cessez-le-feu doit être rétabli immédiatement.
La population de Gaza a enduré des souffrances inimaginables.
La fin des hostilités, l'aide humanitaire soutenue, la libération des otages et le rétablissement des services de base et des moyens de subsistance des populations sont la seule façon d'aller de l'avant. »

➤ **GAZA : APPEL AUX DONS sur le site de l'AFPS : https://www.france-palestine.org/**

RASSEMBLEMENT Agora - AUBENAS
TOUS LES SAMEDIS MATIN à 11h

RASSEMBLEMENT À L'APPEL DE : AFPS 07/26, Collectif féministe du 8 mars d'Aubenas, Libre Pensée 07/26, MRAP 07, UD CGT 07, UL CFDT Aubenas, CNT Interpro 07, Confédération paysanne 07, FNEC FP FO 07, FSU 07, LDC Lutte de Classes Éducation, Union syndicale solidaires 07/26, ENSEMBLE ! 07, LFI Sud 07, NPA 07/26, PCF 07, Parti de Gauche 07, Partit occitan 07, POI 07, PS 07

Ne pas jeter sur la voie publique   Collectif Solidarité Palestine de l'Ardèche méridionale   colsolpal07sud@gmail.com   I.P.N.S.





25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Festival "PALESTINE EN VUE" (PEV) du 2 au 6 avril au Cinéma le Navire et à La Bobine, à Aubenas :



DIMANCHE 06 AVRIL

• 17h : A fidai film

Un film de Kamal Aljafari

Documentaire expérimental. Palestine, Allemagne, Qatar, Brésil, France, 2024, 78 min

Lors de l'intervention militaire au Liban en été 1982, l'armée israélienne confisque les archives du Centre de recherches palestinien de Beyrouth, comprenant une collection de photos et de films. Après avoir réussi à collecter des copies de bobines qui sont encore conservées par le ministère de la Défense israélien, Kamal Aljafari, se réapproprie ces images, afin de conjurer la volonté d'effacement d'un peuple privé de sa mémoire visuelle.

• 19h15 : Buffet participation aux frais libre mais nécessaire



• 20h30 : Songe

Un film de Rashid Masharawi

Fiction. Palestine, France, Suède, 2024, 79 min

Sami, 12 ans est obnubilé par la recherche de son insaisissable pigeon voyageur. Persuadé que l'oiseau est retourné sur son lieu d'origine, Sami entame un périple le conduisant de son camp de réfugiés près du mur de séparation jusqu'à Haïfa, en Israël. Chemin faisant, il convainc son oncle et sa cousine de l'accompagner, passe la "ligne verte"…

"Songe" explore des thèmes universels, l'espoir et la mémoire, avec une ironie piquante.













5 rue de l'Airette Aubenas



FESTIVAL PALESTINE EN VUE. 10e édition !

Cela fait 10 ans qu'ERAP propose aux spectatrices et spectateurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes de découvrir le cinéma Palestinien.

Face à la volonté coloniale d'effacer leur culture, les artistes palestiniens, tissant les fils de la mémoire avec les fils du présent et de l'avenir, en complicité avec des artistes du monde entier, font irruption sur la scène internationale, ambassadeurs d'un peuple debout.

Echanges Rhône-Alpes-Auvergne / Palestine – erapinfo.free.fr

Projections au NAVIRE suivies de débats avec le Collectif Solidarité Palestine

MERCREDI 2 AVRIL

• 18h : Voyage à Gaza

Un film de Piero Usberti

Documentaire. France, Italie, 2023, 68 min

À Gaza, il faut arriver le soir au printemps, s'enfermer dans sa chambre et écouter les sons qui entrent par les fenêtres ouvertes…

Nous sommes en 2018. J'ai 25 ans et je suis un voyageur étranger.

Je rencontre de jeunes palestiniens de mon âge…



JEUDI 3 AVRIL

• 20h30 : From Ground Zero

Film collectif de 22 Artistes de Gaza

22 courts métrages. Palestine, France, Qatar, Jordanie, Émirats Arabes Unis, 2024, 112 min

Fin 2023, le réalisateur Rashid Masharawi parvient à fournir vingt caméras à des artistes vivant sous les bombardements dans la bande de Gaza, alors que la parole de ses habitant·e·s n'est presque plus audible, pour tenter d'entretenir le désir d'imaginer et de créer et parce qu'il est nécessaire d'avoir des traces de ce qui est vécu pour que la mémoire soit conservée, pour que l'histoire de l'occupation de la Palestine ne puisse être réécrite sans prendre en compte le récit des Palestiniens et particulièrement de ceux de Gaza.

SAMEDI 5 AVRIL

Palestine : culture, poésie, musique

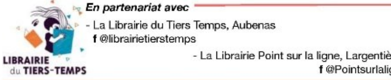
La Bobine 5 rue de l'Airette, Aubenas

Participation aux frais libre mais nécessaire

- 18h30 : Ouverture du bar, Stands livres, docs...
- 19h : Restauration
  14 € sur RÉSERVATION : 04 75 93 73 90 - labobine.asso@gmail.com
- 20h30 :
  - Préservation de la culture, de la mémoire et du patrimoine de la Palestine
    par Jean-Claude PERRON
    culturedepalestine.org
    Lectures par Hélène VOLLE
  - "Que ma mort apporte l'espoir, poèmes de Gaza"
    Poésie, musique
    par Philippe TANCELIN, poète & philosophe
    et Stéphane BACHARD, joueur de oud
  - Échanges, débat

Toutes les histoires martyres de la guerre
Demeurent éveillées dans le lit de la vie
Hachem Chaloula, poète de Gaza

En partenariat avec



- La Librairie du Tiers Temps, Aubenas
  f @librairietierstemps
- La Librairie Point sur la ligne, Largentière
  f @PointsurlalignE



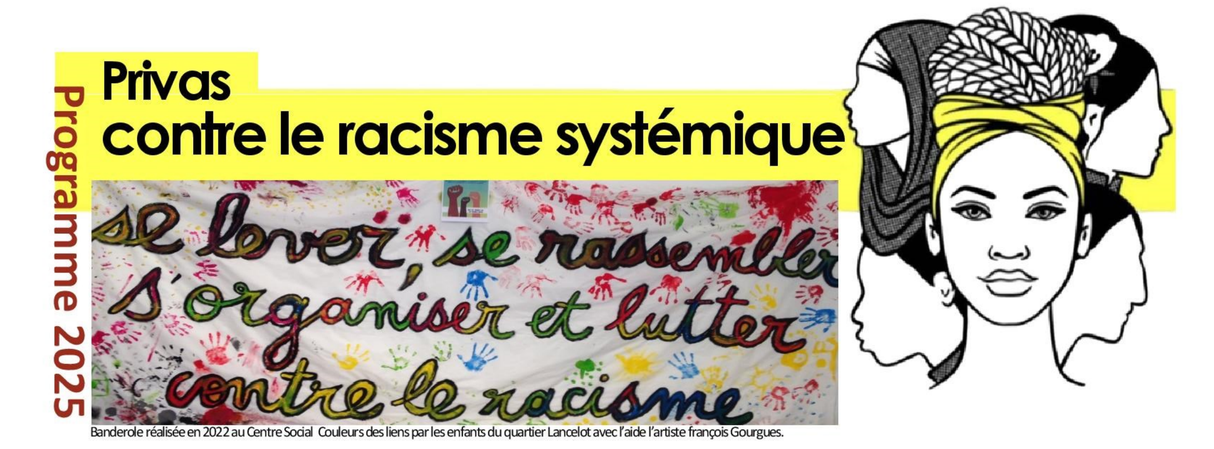
DIMANCHE 6 AVRIL

Suite de la programmation avec deux films au cinéma Le Navire

Stands livres, docs - Buffet entre les films

Projections suivies de débats avec le Collectif Solidarité Palestine

Semaine de lutte contre le racisme systémique 18-27 mars – Privas



Banderole réalisée en 2022 au Centre Social Couleurs des liens par les enfants du quartier Lancelot avec l'aide l'artiste françois Gourgues.

Le 21 mars a été proclamé « Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale » en 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Pour la quatrième année à Privas, un collectif d'associations, de fédérations et d'acteurs socio-culturels du territoire se mobilise pour organiser des évènements à cette occasion, dans un contexte ou la tolérance, le vivre-ensemble et la solidarité doivent être défendus avec force contre des extrême-droites qui n'en finissent plus de se décomplexer et un arsenal législatif contre les étrangers toujours plus répressif.

Mardi 18 mars - Cinéma Le Vivarais

1 cr du Temple

📽 20h00 - Projection tout public : Les Barbares

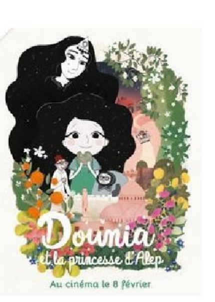
Comédie accessible à tous (avec possibilité de séances en journée pour collèges et lycées professionnels).

En Bretagne, à Paimpont, le conseil municipal a voté en faveur de l'accueil d'une famille de réfugiés ukrainiens, mais ce sont finalement des Syriens qui débarquent… Film choral sur fond de déchirements entre ceux qui veulent tendre la main et ceux qui préfèrent fermer la porte.



🎟 Projection scolaire : Dounia et la princesse d'Alep

Dounia, 6 ans, quitte Alep avec quelques graines de nigelle dans la main. Accompagnée par la princesse d'Alep, elle entreprend un voyage vers un nouveau monde.



🖂 ***Réservations scolaires :*** cinemalevivarais@gmail.com (message à l'attention de Laura).
Pour le financement des séances scolaires, si difficultés, contacter le MRAP.
mrapca07@gmail.com

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Mercredi 19 mars - Salle de la Chaumette



Bd de la Chaumette, derrière la crèche des Mobiles

 **Organisé par la MJC Centre Social Couleurs des Liens**

🖼 15h00 - Exposition interactive : "Non à la Haine !"



Ouverte à tous les jeunes et moins jeunes. Elle a pour vocation de mettre en débat des sujets sensibles, difficiles, clivants qui traversent notre société. Savoir, comprendre, agir pour dire non à la haine ! Le but de l'exposition est donc de créer un espace d'échange, de débats et de prévention où chacun apprendra à forger sa propre opinion, à résister aux haines simplistes, et à respecter l'autre.

🗣 18h00 - Atelier de "musculation politique"



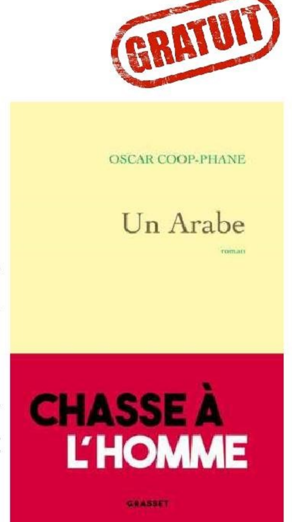
Décryptage des différentes idéologies politiques à travers *La boussole des idéologies politiques* de Sébastien Hovart. Cette classification en sept familles (anarchisme, socialisme, communisme, écologisme, libéralisme, conservatisme et nationalisme) permet aux non-spécialistes de s'approprier ces notions et de participer aux débats avec plus d'aisance.

Jeudi 20 mars 20h30 - L'ATELIER

3 rue Sainte Anne, place de la république

Café littéraire - organisé par la librairie la Fontaine

Présentation et lectures



Oscar Coop-Phane auteur du roman « Un arabe »:

Racisme, instinct grégaire, rumeur, *Un arabe* regarde au microscope les rancœurs et les peurs qui crèvent le cœur de notre société.

Les ouvrages d'Eric Pessan (*Ils arrivent*) et Hervé Le Bras, démographe et historien (*Il n'y a pas de race blanche*) seront également évoqués.

Vendredi 21 mars - À partir de 18h00 - Espace Envol



Accueillis par la **Fédération des Œuvres Laïques**
bd de Chaumette, à côté de l'hotel du département

✍ **"Des mots contre le racisme" - Animé par Copains du Monde du Secours Populaire**



"On ne naît pas raciste, on le devient", disait Lilian Thuram.

« *Le racisme est une idéologie qui prétend qu'il existerait différentes « races » humaines, et que certaines seraient inférieures aux autres. C'est une discrimination* » analysent les enfants.

Les enfants Copains du Monde présenteront une œuvre commune, vivante, pour marquer notre mémoire et laisser une trace symbolique.

Avec la participation de la **chorale *La Castagne*,** qui interprétera des chants sur l'exil, des chants de luttes et des chants contre la guerre, dans toutes sortes de langues étrangères.

Samedi 22 mars - MJC Couleurs des Liens

GRATUIT

141 rue André Philip



16h30 - Accueil boissons et grignotis

17h00 - Projection documentaire : *Allons Enfants*

Au cœur de la capitale, un lycée tente un pari fou : intégrer des élèves de quartiers populaires et briser la spirale de l'échec scolaire grâce à la danse Hip Hop. Allons Enfants est l'histoire de cette expérience unique en France.

20h00 - Spectacle danse Hip-Hop

Chorégraphies interprétées par les groupes de street hip-hop de la MJC, animée par Soreilla Bouguerra.

20h45 - Concert de D'JaMaNi l'Original

Prix libre

Artiste de la scène Hip-Hop Afro-Dancehall depuis plus de 10 ans, ses chansons festives et engagées sont un véritable souffle de bonne humeur et d'énergie positive transmis sur scène !

"Ambiance carnaval, médicinale pour le moral ne manquez pas l'artiste de Privas d'JaMaNi l'Original".

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/





11 mars - 18h30 - Médiathèque de Cruas : ***Emilia***
De Rafa Arroyo

Les failles du système d'accueil de l'État espagnol laissent chaque année des milliers d'immigrés sans papiers à la rue lorsqu'ils atteignent leur majorité. Emilia Lozano, militante infatigable des droits de l'homme et du mouvement féministe, dans sa lutte permanente pour la justice sociale, redéfinit le concept de famille pour nombre d'entre eux, par l'amour, l'empathie et la solidarité.

Court métrage documentaire – Belgique – 20'

A Move
De Elahe Esmaili

Elahe revient dans sa ville natale, à Mashhad en Iran, pour aider ses parents à déménager après avoir vécu 40 ans au même endroit. Influencée par le mouvement Woman-Life-Freedom, elle espère également un changement bien plus conséquent qu'un simple nouvel appartement.

Court métrage documentaire – Iran, Royaume-Uni – 27'

22 mars - 10h45 - L'Atelier à Privas :
3 rue Sainte Anne, place de la république
L'enfant à la peau blanche
De Simon Panay

Confié par son père à une équipe de chercheurs d'or, un enfant albinos cristallise tous les espoirs.

Court métrage de fiction – France – 14'

Ronde nocturne ***(en présence de la réalisatrice)***
De Valentina Casadei

Un chauffeur de taxi est quitté du jour au lendemain par sa femme. Sa fille lui reproche son départ.

Ne pouvant la laisser seule à la maison, il l'emmène dans ses gardes de nuit. Au cours d'une nuit, au contact des passagers, ils n'ont d'autre choix que de se confronter. Ce sera l'occasion pour eux de renouer leur lien et de surmonter ensemble l'abandon.

Court métrage de fiction – France – 20'

27 mars - 19h30 - Foyer rural de St Vincent de Barrès : ***Save Our Souls***
De Jean-Baptiste Bonnet

Après un sauvetage à hauts risques au large de la Libye, naufragés et sauveteurs vivent ensemble sur le bateau de l'ONG SOS Méditerranée, dans l'attente d'un port d'accueil. Ce temps à bord est le premier refuge des rescapés. Avec les sauveteurs, se tisse une relation faite d'écoute, de soin et de présence. Une relation comme un gilet de sauvetage.

Long métrage documentaire – France – 1h11

Partenaires : Entraide protestante, Secours Populaire, CCFD Terre solidaire, RESF, MRAP, Cercle d'Action Amnesty, L'Atelier, Fédérations des Œuvres Laïques (Espace Envol), Librairie Lafontaine, FCPE, Ville de Privas, Ardèche le département, MJC Centre Social Couleurs des liens, Cinéma le Vivarais /
CGT, FSU, Confédération paysanne / les Écologistes, LFI, PCF, PS

Manifestation contre le Racisme et le Fascisme le 22 mars Aubenas

SAMEDI 22 MARS
JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

Le 18 décembre 2024 lors du meeting de lutte organisé à l'occasion de la Journée Internationale des Migrant.e.s, nos organisations et collectifs ont déclaré[1] : *"Nous ne voulons pas d'une société raciste. Ensemble, construisons la société dans laquelle nous voulons vivre, une société de tous les droits pour toutes et tous, une société de solidarité, de fraternité, de justice, et de respect des libertés"*.

Un appel international[2] a été lancé pour une journée mondiale de manifestations contre le racisme et le fascisme : *"Nous appelons les progressistes de la planète, individus comme mouvements, toutes celles et tous ceux qui s'opposent au racisme et au fascisme, à se mobiliser pour construire une riposte unie à une menace mortelle pour nous toutes et tous.*

Nous devons affronter et vaincre ceux qui promeuvent la haine et la division et le faire avec de larges mouvements fondés sur la diversité, la solidarité et l'unité.

Nous appelons à une journée mondiale d'actions contre le racisme et le fascisme, dans les villes du monde entier, au nord comme au sud, samedi 22 mars 2025 et autour de cette date, à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.

Il y a des moments dans l'histoire où il faut se lever et faire entendre sa voix, et nous sommes dans un tel moment. La situation est grave et urgente, mais nous sommes la majorité ; nous pouvons gagner. ¡No Pasarán !"

L'HEURE DE LA RIPOSTE

Nous vivons ensemble, chaque jour, et voulons continuer à le faire librement, dans l'égalité, la justice et la solidarité.

Nous avons la volonté commune de mener le combat essentiel pour l'égalité des droits pour toutes et tous, pour la justice sociale contre le fascisme et contre le racisme sous toutes ses formes.

Notre détermination est à la hauteur de nos ambitions ! Forts et fortes de notre unité, obligeons-le pouvoir à renoncer à ses politiques violentes d'exclusion qui jettent dans l'extrême précarité sociale et administrative, un grand nombre de personnes étrangères, quel que soit leur statut, travailleuses et travailleurs avec ou sans titre de séjour, familles, femmes, étudiants, mineurs isolés, exilé.e.s, en demande d'asile ou déboutés.

Nous appelons à soutenir les luttes en cours, celles des jeunes, à Paris et sur tout le territoire, celles des femmes en lutte pour leur hébergement, celles des travailleurs et travailleuses en lutte pour leur régularisation et le renouvellement de leur titre de séjour.

Nous appelons à construire les conditions d'une mobilisation unitaire d'ampleur combinant, dans toute leur diversité, nos différentes ressources et répertoires d'actions.

C'est pourquoi,

Nous appelons les immigré.es, avec et sans-papiers à rejoindre les collectifs de sans-papiers et/ou les organisations syndicales sur leur lieu de travail.

Nous appelons toutes et tous à rejoindre les réseaux de solidarité, les collectifs, les associations sur votre ville, votre quartier, à rejoindre les syndicats sur votre lieu de travail.

Nous appelons à faire converger ce mouvement dans la rue le samedi 22 mars dans le cadre de la journée internationale contre le racisme.

Toutes et tous ensemble, agissons, uni.es, pour un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire contre le racisme, l'exclusion et l'exploitation.

MANIFESTATION AUBENAS
14H30 AGORA

Premiers signataires :

MRAP Aubenas, Libre Pensée 07-26, Collectif féministe du 8 mars Aubenas, AFPS 07,

CGT UL Aubenas, CNT Interpro, FSU 07, SUD Ldc 07, Confédération Paysanne 07,

Ensemble !, Parti de Gauche, PCF 07 , EELV Sud Ardèche, PS 07, LFI Sud Ardèche, Collectif collectif, POI Sud 07

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

SAMEDI 22 MARS JOURNÉE MONDIALE

CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

Nous répondons à l'appel international pour la journée mondiale contre le racisme et le fascisme et au meeting organisé à l'occasion de la Journée Internationale des Migrant.e.s.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui s'opposent au racisme et au fascisme, à se mobiliser pour construire une riposte unie face à une menace mortelle pour nous toutes et tous.

Nous vivons ensemble, chaque jour, et voulons continuer à le faire librement, dans l'égalité, la justice et la solidarité.

Nous appelons à soutenir les luttes en cours, celles des jeunes, celles des femmes pour leur hébergement, celles des travailleurs et travailleuses pour leur régularisation et pour le renouvellement de leur titre de séjour…

Ici même, le Député du Nord Ardèche, Vincent Trébuchet, soutenu par le Rassemblement National, participe à la banalisation et à la propagation des mensonges et des idées d'extrême droite.

Toutes et tous ensemble, agissons, uni.es, pour un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire, contre le racisme, l'exclusion et l'exploitation.

Rassemblement à Annonay

Samedi 22 mars à 10h30

Place des Cordeliers

Organisations qui appellent au Rassemblement (ordre alphabétique):

AFPS Annonay, Asti Annonay, CGT (U. L.) Annonay, Cimade Annonay, DUDH Annonay, EELV Annonay, FSU 07, La France Insoumise Annonay, LDC Education, Libre Pensée Annonay, MJCF Annonay, PCF Annonay, POI Annonay, PS Annonay



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

25 mars journée nationale des ATSEM tract du groupe de travail 07-63





LE 21 MARS 2025, UN JOUR POUR LES ATSEM MAIS LA CGT COMPTE LES VALORISER TOUTE L'ANNÉE



Coordination Syndicale Départementale CGT
des Services Publics du Puy-de-Dôme

mail : csd63cgt@gmail.com

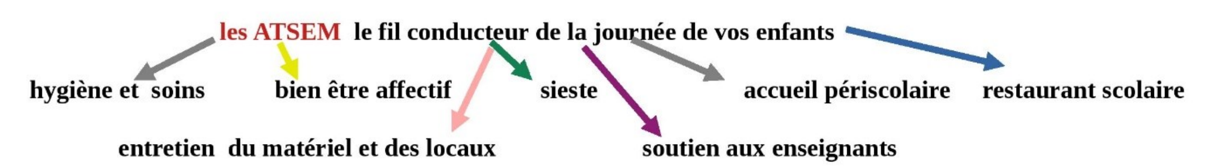




Coordination Syndicale
Départementale CGT
Territoriaux De l'Ardèche.
csd.cgt.ardeche@gmail.com

STOP AUX IDÉES REÇUES!!!!

Le temps de travail est rythmé de périodes basses et hautes avec une amplitude de 10 heures consécutives par jour sur le temps scolaire. Avec des missions demandant de l'adaptabilité et la polyvalence sur le périscolaire et scolaire. EH OUI, les ATSEM ont bien 5 semaines de congés payés.



ET POURTANT!!!!!!!!!!!!!!!!!

- Ce sont les grandes oubliées de la prime ségur, de la prime «bonus attractivité»
- Aucune reconnaissance de l'évolution de leur mission
- Aucune considération de la pénibilité
- Aucune possibilité de passage en catégorie B sans changement de filière

QUAND?????????

Le grade d'ATSEM deviendra un vrai métier, avec un vrai diplôme!!!!

Babette 07 62 69 24 63
collectifmedicosocialcgt63@gmail.com

Cécile 06 41 56 77 42
collectifatsemcgt07@gmail.com



congrès de l'UL CGT Aubenas à eu lieu le 20 mars à Mercuer, le rapport d'activité ainsi que le document d'orientation à été validé, la nouvelle CE a été élue et la nouvelle secrétaire de l'UL CGT d'Aubenas est Gwendoline PAYEN



National :

ACTIONS RETRAITES EN AURA – CHIFFRES

Mise à jour le : 21/03/2025



LES RETRAITÉ·ES SE MOBILISENT
POUR RECONQUÉRIR
LA SÉCURITÉ SOCIALE



ACTIONS RETRAITES - 20 mars 2025 - LYON			
DPT	**VILLE**	**objectifs : cars - voitures - camarades**	**CHIFFRES**
UD 03	**Montluçon**	1 car de Montluçon pour un rassemblement à Clermont Ferrand à 14h	1 000
	Moulins	1 car de Moulins pour un rassemblement à Clermont Ferrand à 14h	
	Vichy	1 car de Vichy pour un rassemblement à Clermont Ferrand à 14h	
UD 15	**Aurillac**	rassemblement à Clermont Ferrand à 14h	
UD 63	**Clermont Ferrand**	rassemblement à Clermont Ferrand à 14h	
UD 43	**Puy en Velay**	manifestation au Puy en Velay	150
UD 01	**Bourg en Bresse**	1 car pour un rassemblement à Lyon	3 000
UD 07	**Aubenas**	1 car pour un rassemblement à Lyon	
	Annonay	1 car pour un rassemblement à Lyon	
UD 26	**Valence**	4 cars 200 camarades + 50 cheminots en TER	
UD 38	**Grenoble**	2 cars pour un rassemblement à Lyon	
	Pour du Pin	1 car pour un rassemblement à Lyon	
UD 42	**Saint Etienne**	1 car pour un rassemblement à Lyon	
	Roanne	1 car pour un rassemblement à Lyon	
UD 69	**Lyon**		
UD 73	**Chambéry**	1 car + 15 camarades cheminots en train	
UD 74	**Annecy**	1 car d'Annemasse	
		TOTAL	**4 150**



Communiqué de presse

PPL "Sortir la France du Piège du Narcotrafic" : une loi répressive et inefficace, sans moyens pour les services publics

La CGT, avec ses organisations dans les champs concernés dénonce avec force la proposition de loi « *Sortir la France du Piège du Narcotrafic* », qui repose uniquement sur la répression, sans donner les moyens nécessaires aux services publics pour lutter efficacement contre le haut du spectre du trafic de stupéfiants.

Cette loi, élaborée sans étude d'impact, ne répond pas aux réalités du terrain. Plutôt que d'adopter une stratégie globale intégrant d'une part prévention, politiques d'insertion et réinsertion et d'autre part le contrôle des flux de marchandises et lutte contre le blanchiment d'argent, elle s'enferme dans une surenchère pénale qui risque d'engorger encore plus les tribunaux et les prisons, sans effet durable sur le trafic et l'accompagnement des personnes concernées.

Une loi qui mise tout sur la répression sans s'attaquer aux causes du problème

Ce texte ne traite ni la question des circuits financiers, ni celle des flux logistiques du trafic de drogue. En concentrant les efforts sur des sanctions renforcées et un allongement des peines, cette loi risque d'être inefficace face aux enjeux réels du narcotrafic.

- L'aggravation de l'infraction d'association de malfaiteurs risque d'entraîner des poursuites rapides contre des petits exécutants du trafic, sans toucher les structures criminelles organisées. Pire, le texte ne précise pas s'il se limite au « trafic de stupéfiants », ouvrant ainsi la porte à une application bien plus large. Alors que les gouvernements successifs ont multiplié les tentatives de criminalisation de l'action militante, cette disposition constitue une menace directe pour les libertés fondamentales.
- L'allongement des peines et des mesures de surveillance alourdira encore plus le travail des magistrat•es et des forces de l'ordre, sans impact démontré sur le trafic.
- Un recours élargi aux cours d'assises pour certains mineurs remet en question les principes fondamentaux de la justice des mineurs, qui repose sur un accompagnement spécifique et faisant primer l'éducatif.

Cette approche n'a jamais permis de faire reculer le narcotrafic, mais contribue à surcharger les prisons et à saturer les services judiciaires.

Une loi qui porte gravement atteinte aux libertés publiques et aux droits fondamentaux

Une loi qui, dans sa version adoptée au Sénat, qui porte atteinte notamment :

Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/



- Au droit au respect de la vie privée des personnes visées et de leur entourage, par l'activation à distance des objets connectés ;
- À la protection des données personnelles et des communications, par la mise en place de « portes dérobées » dans les messageries chiffrées ;
- Au droit à un procès contradictoire et équitable, avec la constitution d'un « dossier coffre » qui ne serait pas accessible aux personnes poursuivies.

Non seulement de telles atteintes à des droits fondamentaux sont totalement disproportionnées dans un État de droit, mais en plus certaines de ces atteintes pourraient être utilisées au détriment des militant•es. Ces atteintes ont été retirées du texte discuté à l'Assemblée nationale mais dont rien ne garantit qu'il ne soit réintroduit par le gouvernement.

Une loi qui porte également atteinte au droit au logement donnant la possibilité aux préfets d'ordonner l'expulsion de familles entières pour des infractions même mineures. Elle pose le principe de « l'expulsion représailles » qui frapperait les autres occupant•es du logement et qui constitue pour l'auteur de l'infraction une double peine.

Aucun moyen supplémentaire pour les services publics

Une loi ne vaut rien sans moyens pour l'appliquer. Or, cette réforme n'accorde aucun renfort aux services publics qui luttent réellement contre le narcotrafic :

- Les Douanes sont toujours sous-dotées, alors que l'écrasante majorité des stupéfiants entre en France par les ports et aéroports.
- La Police Judiciaire, affaiblie par sa réforme, manque de moyens humains et matériels pour démanteler les réseaux criminels.
- Les services financiers et TRACFIN, pourtant essentiels pour traquer l'argent du trafic, sont absents du texte.

Plutôt que de donner des moyens aux enquêteurs, au renseignement financier et aux unités spécialisées, cette loi alourdit la charge des services de police et de justice déjà sous tension, sans offrir les outils nécessaires pour démanteler efficacement les filières.

Une loi qui oublie totalement la prévention et la santé publique

Ce texte ignore totalement les leviers de prévention et de réinsertion, pourtant cruciaux pour limiter l'impact des trafics sur la société :

- Aucune mesure pour renforcer les politiques publiques de cohésion sociale, les moyens pour les professionnel•les du travail social et médico-social, qui jouent un rôle clé dans l'accompagnement, la prévention et la réduction des risques


Union Départementale des Syndicats CGT de l'Ardèche

25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/



- Donner des moyens à la protection de l'enfance, car un jeune délinquant est un enfant en souffrance. Donner des moyens pour la prévention primaire une fois, l'enfant signalé en danger. Privilégier l'éducatif au répressif pour notre jeunesse.
- Pas de soutien pour les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) et des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP), dont les missions restent l'accompagnement global des personnes qui leurs sont confiées en vue de leur insertion ou réinsertion.
- Aucune réflexion sur les stratégies de réduction des risques (Service d'addictologie), alors que les questions de santé publique sont essentielles dans la gestion du phénomène.

Ignorer ces aspects, c'est refuser de prendre en compte la complexité du narcotrafic et ses impacts sociaux.

Une loi qui nous ramène 40 ans arrière :

La loi « sortir la France du piège du narcotrafic » s'accompagne de la création d'établissements fléchés destinés à accueillir les détenus évalués (par qui ? Comment ?) comme les plus dangereux. Ces prisons, voulues comme ultra sécurisées ne sont rien de moins qu'un retour des Quartiers de Haute Sécurité (QHS) pourtant supprimés au début des années 1980 tant ils présentent des conditions de détention incompatibles avec le fonctionnement d'un état de droit (isolement pour une période de 4 ans renouvelables, restrictions de promenades et du maintien des liens familiaux…)

Une autre politique est possible : des moyens et une stratégie cohérente

Plutôt qu'un énième texte répressif, la CGT exige une politique de lutte contre le narcotrafic réellement efficace et équilibrée, qui repose sur :

- Des moyens concrets pour la Police Judiciaire, les Douanes et la police financière, afin de frapper les réseaux là où ça fait mal : l'organisation et l'argent.
- Des moyens concrets pour un accompagnement global de qualité des personnes placées sous-main de justice
- Une véritable lutte contre le blanchiment d'argent, en renforçant les capacités d'investigation financière et les services spécialisés.
- Un investissement massif dans la prévention et la santé publique, pour réduire l'emprise du narcotrafic sur les territoires.

En l'état, cette loi est un texte inefficace, construit dans l'urgence, qui ne changera rien sur le terrain.





La CGT appelle à une refonte complète de la politique de lutte contre le narcotrafic, pour sortir enfin des postures sécuritaires inefficaces et mettre en place des solutions qui tiennent compte des réalités du terrain et des besoins des services publics.

Montreuil, le 19 mars 2025



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

CP VENCOREX - L ETAT CHOISIT LE CHOMAGE AU LIEU DE SOUTENIR L EMPLOI



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

Contact presse :
Contact Fédération FNIC : contact@fnic-cgt.fr



communiqué presse...

• Montreuil, le 20 mars 2025/ *La FNIC CGT communique...*

L'ÉTAT CHOISIT LE CHÔMAGE AU LIEU DE SOUTENIR L'EMPLOI.

Avec l'appui de la Fédération nationale des industries chimiques, les salarié·es s'organisent en SCIC pour sauver l'usine et toute l'économie industrielle locale du bassin sud-grenoblois.

Face à la situation critique provoquée par la faillite de Vencorex sur Pont-de-Claix, la CGT dénonce avec force l'inaction coupable du gouvernement, qui, par son silence et son absence de soutien aux salariés, fait aujourd'hui le choix du chômage plutôt que celui de l'emploi et du maintien d'une activité industrielle essentielle à l'indépendance stratégique de notre filière nucléaire civile et de défense.

Les actes de Matignon sont en totale contradiction avec les discours de l'État. Quand Matignon ferme les yeux sur Vencorex, comme un coupable honteux, l'État, lui, martèle sur tous les plateaux médiatiques l'urgence de la souveraineté industrielle. La situation de Vencorex met en lumière une sorte d'hydre à deux têtes, incapables d'orienter le pays dans une seule et même direction. Et entre ces deux têtes, un ministre délégué à l'Industrie, Marc FERRACCI, qui, en bon économiste, semble incapable de porter une véritable vision industrielle pour la France et, dans notre cas, pour le bassin d'emploi du sud-grenoblois.

Pourtant, des solutions existent. Les salarié·es, avec la FNIC-CGT et la CGT, portent un projet de reprise innovant et d'avenir sous forme de SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif). Mais l'État détourne le regard, laissant se profiler une nouvelle catastrophe industrielle, sociale et environnementale.

QUAND L'ÉTAT ABANDONNE SES RESPONSABILITÉS ET SACRIFIE L'EMPLOI

À Pont-de-Claix, ce sont près de 6 000 emplois directs et indirects dans l'agglomération grenobloise qui sont menacés. Plutôt que de défendre l'emploi et la souveraineté industrielle, le gouvernement actuel et les précédents laissent se dérouler une faillite organisée depuis la Thaïlande (dont le gouvernement est le principal actionnaire de Vencorex). Nous ne devons pas oublier que Vencorex a donné à des groupes étrangers les brevets et licences de certaines de ses innovations, fruit du travail et de l'engagement des travailleurs français. Ce n'est plus seulement un dossier industriel quelconque, mais une affaire d'État qui dépasse les intérêts industriels de la France.

Cette décision est d'autant plus incompréhensible que le site est rentable et que les compétences industrielles sont unanimement reconnues. Vencorex nécessite seulement 100 millions d'euros d'investissement sur cinq ans pour rester viable et se développer, soit environ 3 400 € par an et par emploi sauvé. Pourtant, laisser partir ces 6 000 salarié·es au chômage coûtera à la collectivité et à la solidarité nationale au minimum quatre fois plus, sans parler de la perte sèche en production, savoir-faire, création de richesse et dépenses dans l'économie locale.

UNE BOMBE ENVIRONNEMENTALE : LA MINE DE SEL D'HAUTERIVES

La mine de sel d'Hauterives, située dans la Drôme et exploitée par Chloralp (filiale 100 % Vencorex), est essentielle au site de Pont-de-Claix via un saumoduc de 82 km acheminant la saumure sans émission carbone.
Ce sel d'une pureté rare alimente non seulement Pont-de-Claix, mais aussi l'usine Arkema de Jarrie.

Mais l'arrêt de son exploitation fait peser des risques géologiques majeurs, notamment des effondrements liés à la nature des mines de sel, qui nécessitent une exploitation continue pour rester stables. Pire encore, la saumure fortement concentrée en sel menace de contaminer durablement les nappes phréatiques, les cours d'eau et la biodiversité locale, dans toute la vallée du Drac et au-delà.

L'URGENCE D'UNE INTERVENTION PUBLIQUE

L'arrêt de Vencorex coche toutes les cases pour une intervention de l'État, et notamment pour une nationalisation temporaire de l'entreprise. Mais face à un gouvernement qui préfère les discours aux actes, les salarié·es n'ont d'autre choix que de s'organiser pour sauver non seulement leur outil de travail, mais aussi l'indépendance industrielle française et tout un écosystème social, écologique et économique.

Heureusement, cette bataille est soutenue localement. Les élu·es de Jarrie et de Pont-de-Claix, notre Fédération FNIC-CGT et notre Confédération La CGT ont pris toute la mesure de l'enjeu.
En parallèle, la commission économique de l'Assemblée nationale, présidée par Aurélie TROUVÉ, a démarré, le 18 mars, des auditions d'acteurs industriels régionaux pour faire toute la lumière sur cette situation alarmante.

La FNIC-CGT revendique la nationalisation temporaire de Vencorex et, dans le même temps, soutient très activement le projet de SCIC porté par les salariés.

CP LA FNIC CGT DENONCE L'ACHARNEMENT DE LA SOCIETE TORAY CONTRE NOTRE CAMARADE TIMOTHEE ESPRIT



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

Contact presse :
Contact Fédération FNIC : contact@fnic-cgt.fr



communiqué presse...

• Montreuil, le 19 mars 2025/ *La FNIC CGT communique...*

LA FNIC-CGT DÉNONCE L'ACHARNEMENT DE LA SOCIÉTÉ TORAY CONTRE NOTRE CAMARADE TIMOTHÉE ESPRIT.

La FNIC-CGT dénonce l'attitude scandaleuse de la société TORAY, qui persiste dans son acharnement contre notre Camarade Timothée ESPRIT.

À peine quinze jours après que la cour d'appel de Pau a rendu un jugement clair, annulant le licenciement de notre Camarade Timothée, TORAY poursuit un bras de fer injustifiable contre Timothée ESPRIT et indirectement, également, contre l'ensemble de notre Fédération, la FNIC-CGT, contre toute notre Confédération CGT et, au-delà, contre l'ensemble des travailleurs qui refusent l'oppression capitaliste.

La direction de TORAY CFE, qui avait déjà lancé une pétition inacceptable de mise sous pression dans l'entreprise à l'encontre de Timothée, suite à la décision du tribunal d'annuler le licenciement et sa réintégration, continue son harcèlement, en lui remettant aujourd'hui, 19 mars 2025, en main propre par la DRH, un courrier de convocation à un entretien préalable à un éventuel licenciement, seulement 30 minutes après sa réintégration.
Cette nouvelle offensive d'une violence patronale sans nom démontre une volonté manifeste de répression syndicale et une stratégie délibérée d'intimidation contre l'un de nos militants engagés, et tous ceux et celles qui luttent pour plus de justice sociale et contre un monde capitaliste qui nous mène à la faillite sociale et à la guerre.

Nous dénonçons fermement ces méthodes patronales qui, face à l'opposition de la CGT, ne trouvent comme réponse que répression, acharnement, brutalité et violence psychologique.

Plutôt que la raison de la justice, TORAY fait le choix d'une posture autoritaire qui en dit long sur sa conception des relations sociales patronales.

LA FNIC-CGT SE TIENT PLUS QUE JAMAIS AUX CÔTÉS DE TIMOTHÉE ESPRIT ET APPELLE L'ENSEMBLE DES STRUCTURES SYNDICALES ET DES SALARIÉS À EXPRIMER LEUR SOLIDARITÉ, LE JOUR DE SON ENTRETIEN PRÉALABLE, LE 31 MARS À 9H DEVANT LE SITE DE TORAY, ROUTE DÉPARTEMENTALE 817, À LAQC (64).

FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT | Case 429 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex / Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr / JLP/EM/2025-0189

Lettre-ouverte- Non à la « casse sociale » au profit de l'économie de guerre

Lettre ouverte du 20 mars 2025

Contact Presse :
Patrice Bouveret
06 30 55 07 09

Non à la « casse sociale »
au profit de « l'économie de guerre »

Avec les annonces gouvernementales, le temps de la guerre et de sa préparation s'est brusquement accéléré ces dernières semaines. Nous assistons au retour du débat sur l'augmentation du budget militaire et le financement du secteur de l'armement. Face à cette accélération ne laissons pas la peur l'emporter sur la raison.

Venant d'un gouvernement qui refuse de taxer les plus riches, mettre en avant l'augmentation des dépenses d'armement n'est qu'un moyen de s'attaquer encore un peu plus à la Sécurité sociale et aux services publics. M. Bayrou ment quand il dit vouloir à la fois augmenter les budgets militaires et préserver notre modèle social.

L'utilisation de l'épargne populaire — Livret A et Livret de développement durable et solidaire — pour financer l'industrie de l'armement est revenue dans le débat.

Déjà en mars 2024, une forte mobilisation citoyenne s'était traduite notamment par une tribune signée par plus d'une centaine de responsables syndicaux, associatifs et politiques et de nombreux parlementaires pour s'opposer à l'usage de l'épargne des Français, pour financer l'industrie d'armement. Le Conseil constitutionnel a rejeté plusieurs dispositions législatives du projet de loi de finances 2024 prévoyant cette utilisation de l'épargne populaire.

La France s'enfonce dans une crise systémique avec 350 000 SDF et 2,7 millions de ménages en attente d'un logement social. Elle se traduit aussi par une régression des services publics qui porte atteinte à la cohésion sociale et territoriale. L'État doit, en



urgence, dégager des moyens supplémentaires pour le logement, en particulier social. Il en va de même pour le financement de la transition écologique. À cet égard, il convient de mobiliser beaucoup plus fortement les ressources du Livret A qui sont sous-utilisées.

D'autre part, nous sommes conscients des tensions de plus en plus dangereuses en Europe et solidaires du combat mené par le peuple ukrainien contre l'invasion de son territoire. Tout comme nous le sommes du peuple palestinien vis-à-vis de la colonisation qu'il subit.
Nous appelons à la mise en place d'un très large débat national en faveur d'un vivre ensemble qui prépare une paix juste et durable et ne vienne pas alimenter les prochaines guerres mais au contraire concoure au développement de la coopération entre les peuples.

Par cela nous entendons :

- privilégier une économie qui ne soit pas une ***"économie de guerre"*** susceptible d'alimenter une ***"course aux armements"***, notamment nucléaires, qui ne profiterait qu'au secteur de l'industrie de l'armement;
- privilégier une économie et une gestion des finances publiques aptes à susciter la cohésion nationale la plus large en veillant à sauvegarder notre modèle de société (valeurs démocratiques, services publics, systèmes de protection sociale, y compris les retraites ...). Emmanuel Macron appelle désormais la France à ***"revisiter ses choix budgétaires"*** en déclarant sans débat public préalable : ***"On doit augmenter notre effort de guerre"***. Et cela au moment même où l'extrême-droite se nourrit de tous les errements politiques ...

Nous appelons toutes et tous les responsables des organisations associatives, syndicales et politiques (s'inscrivant dans l'arc républicain) à nous rejoindre pour mobiliser l'opinion publique et créer les conditions d'un débat national en faveur de la mise en place d'une paix juste et durable conforme à nos valeurs démocratiques et sociales.

Premières signatures :

Patrice Bouveret, Dir. de l'Observatoire des armements
Martial Passi, Mouvement de la Paix



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Jean-Marie Collin, Dir. d'ICAN France
Roland de Penanros, Pdt de l'Université Européenne de la Paix
Serge Perrin et Robert Simon, Mouvement pour une Alternative Nonviolente (MAN)
Karina Knight Spencer Pdte, Stop Fuelling War
Jean-Marie Matagne, Pdt Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)
Pierre Jacquin Porretaz, Pdt A.D.N.(Agir pour le désarmement nucléaire)
Jacques Véron-Bocquel, représentant LDH au CA d'ICAN France
Edith Boulanger, Rédactrice en chef de la revue Planète Paix, membre du BN du Mouvement de la Paix
Yves-Jean Gallas, Pdt du conseil francilien et membre du BN du Mouvement de la Paix
Arlette Cavillon, Pdte Mouvement de la Paix Rhône
Christian Goron, Pdt de la Coordination des comités du Mouvement de la Paix PACA
Gérard Halie, Comité d'animation de l'ICAN France, BN du Mouvement de la Paix
Bernard Toussaint, Pdt du Mouvement de la Paix et du Collectif sans Frontières- Saintes
Alain Limousin, Comité départemental Indre-et-Loire du Mouvement de la Paix
Pierre-Olivier POYARD, membre du BN du Mouvement de la Paix
Brigitte Abel, Pdte Comité du Mouvement de la Paix de Montreuil 93
Vincent Drezet, Porte-parole d'Attac
Pierre Khalfa, Fondation Copernic
Dominique Plihon, économiste
Agnès Moussion, militante altermondialiste Attac
François Sauterey - coprésident du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)
Patrick Hallinger, Co-pdt Convergence Services Publics
Michèle Leflon, Pdte Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité
Gilles Pereyron vice-président Droit à l'Énergie SOS Futur
Jean-Baptiste Eyraud, Droit au Logement (DAL)
Hania Hamidi, Secr. Gen. de l'UNEF, le syndicat étudiants
Daniel ROME, Cerises la Coopérative
Valérie Lefebvre Haussmann, Secr. Gén. Fédération CGT des syndicats du personnel de la Banque et de l'assurance (FSPBA- CGT)
Alexandre Derigny, SG Fédération CGT Finances
Christian Mathorel - Secr. Gén. Fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunications (FAPT-CGT)
Martine Hervé, Secr. Gen. UFR CGT FAPT
Nicolas Galépides, Fédération SUD PTT
Evelyne Perrin, Présidente Stop Précarité
Laurent Caesar, Association Mouvement Utopia
Christian Pellicani, Pdt, et Christian Chasseau, Secr. du MNLE (Mouvement National de Lutte pour l'Environnement)
Jean-Philippe Gasparotto, Union des syndicats cgt du groupe Caisse des dépôts (USCD CGT)
Hugo Coldeboeuf, SG CGT-Banque de France
Bernard Dantec, CGT Caisse d'épargne IdF
Maryline Cosset, UGICT-CGT



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Benoit Jamonneau, Secr. Gen. CGT Agents Territoriaux Ville, CCAS, La Roche-sur-Yon Agglomération et CIAS
Pascal Besson, Coordinateur adjoint CGT ATOS
Jean Michel Locufier, Sec Gén. UL CGT du Douaisi
Karine Classe, Secr. Gén. Syndicat CGT du Centre Hospitalier de Douai
Luc Dardenne, CGT Avranches
Catherine Vinet-Larie, retraitée CGT
Christian Delarue, syndicaliste UFR Finances CGT
Jennifer-Léonie Bellay, SNEPAP - FSU Justice
Michel Angot, syndicaliste retraité FSU Territoriale
Ghislain Gilot, ancien membre BN SNUEP-FSU
Christiane Le Pennec, retraitée SNES FSU
Lionel Allain, retraité FSU
Gérard Blancheteau, Secr. départemental Fédération Générale des Retraités Paris
Christian Khalifa, Pdt INDECOSA-CGT (National)
Eddie Jacquemart, Pdt CNL (National)
Jean-Pierre Dumartin, INDECOSA-CGT Landes
Raymond Latorre, INDECOSA-CGT Hautes-Pyrénées
Tan Nguyen, INDECOSA-CGT et syndicaliste CGT Santé
Jean Paul Barnaud, Pdt INDECOSA -CGT Loire
Gérard Casolari, André Cheinet et Annie Sicard, INDECOSA-CGT Var
Marie-Noëlle Simon, Pdte INDECOSA-CGT Gironde
Colette Huau, Conseillère INDECOSA-CGT Toulon
Didier Bourigault, militant CGT et INDECOSA-CGT Yonne
Philippe DUBOISSET, Pdt INDECOSA-CGT Allier
Loïc Daguzan, Pdt INDECOSA-CGT Paris
Alain Gaulon, Pdt CNL Val-de-Marne
Jacqueline Guénin, ancienne Pdte Amicale CNL Paris 18
Dominique Ben, Pdt du Collectif de Défense et de Développement des Services Publics du Douaisis
Pascal Savoldelli, Sénateur PCF du Val-de-Marne
Pierre Barros, Sénateur CRCE-K du Val d'Oise
Martine Billard, ancienne Députée, France Insoumise
Gilles Marinet - Secr. Section PCF de Capdenac-Gare (Aveyron)
Charles Beauchamp , Conseiller Départemental du Nord
Annie Lahmer, Conseillère Régionale Idf
Maryline Lucas , maire de Guesnain, Conseillère Départementale du Nord
Alain Bruneel , maire de Lewarde, ancien Député
Jean Jacques Candelier , Maire de Bruille-lez-Marchiennes, ancien Député
André De Ubeda, Conseiller municipal Toulon



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

International :

liens du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne















M. Alexandre Bompard
Président-directeur général
Groupe Carrefour
93 avenue de Paris
91300 Massy

Paris, le 6 mars 2025

Objet : liens du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne

Monsieur le Président-directeur général,

En décembre 2022, nous avons publié un rapport intitulé *Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne*[1]. Dans ce rapport, nous mettions en évidence le fait que le groupe Carrefour se compromettait avec la colonisation israélienne de la Palestine par son accord passé avec deux sociétés israéliennes, Electra Consumer Products et Yenot Bitan, fortement impliquées dans cette colonisation. Nous avons rappelé dans notre rapport que cet accord, dont la mise en œuvre a débuté à l'été 2022, est contraire aux obligations des entreprises en matière de droits humains et de respect du droit international humanitaire et qu'il est en contradiction avec la philosophie affichée par Carrefour en matière d'éthique et de droits humains.

Au-delà du fait que le groupe Carrefour se trouve lié à des sociétés partenaires très actives dans la colonisation, l'accord de franchise que vous avez signé vous implique directement dans la mesure où votre partenaire Yenot Bitan, devenu par la suite Carrefour Israël, possède des magasins dans au moins huit colonies[2] en territoire palestinien occupé, toutes ces colonies étant illégales au regard du droit international. Même si ces magasins ne portent pas l'enseigne Carrefour et semblent avoir cessé de vendre directement des produits de la marque Carrefour[3], il reste que ce sont des magasins couverts par l'accord de franchise comme en témoigne le dernier Document d'enregistrement universel[4] destiné aux actionnaires de mai 2024 dans lequel il est précisé qu'Electra Consumer Products avait *« signé un contrat lui interdisant de développer des magasins sous enseigne Carrefour dans les territoires palestiniens »*, ce qui permet donc en creux aux magasins situés dans les colonies de bénéficier de l'accord de franchise du moment que le logo de Carrefour n'est pas affiché.

Depuis la publication de notre rapport en décembre 2022, le groupe Carrefour a passé d'autres accords avec des sociétés israéliennes très impliquées dans la colonisation comme la banque Hapoalim qui est inscrite sur la base de données de l'ONU des 97 entreprises les plus complices de la colonisation et la société Juganu. D'autre part, début 2023, Carrefour Israël a contracté des emprunts auprès de

---

[1] Rapport « Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne », https://www.france-palestine.org/IMG/pdf/rapport_les_liaisons_dangereuses_du_groupe_carrefour_avec_la_colonisation_israelienne.pdf
[2] Alfei Menashe, Ariel, Beit El, Kokhav Ya'akov, Ma'ale Adumim, Modi'in Ilit, Modi'in Maccabim Re'ut (quartier Maccabim), Neve Ya'akov
[3] Des observations partielles effectuées sur place au cours de l'été 2024 semblent confirmer que les produits Carrefour avaient été retirés, à ce moment-là, de plusieurs magasins Yenot Bitan situés dans des colonies
[4] https://www.carrefour.com/sites/default/files/2024-03/Document%20d'enregistrement%20universel%202023%20(PDF)_7.pdf

quatre grandes banques israéliennes qui sont toutes inscrites sur la base de données de l'ONU, la banque Hapoalim déjà citée et les banques Leumi, Mizrahi Tefahot et Israël Discount Bank.

Nous vous rappelons que le 19 juillet 2024, la Cour internationale de Justice (CIJ) a indiqué dans un avis consultatif majeur[5] que les Etats ne doivent pas *« entretenir de relations économiques ou commerciales avec Israël qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de ce dernier dans le territoire palestinien »* et qu'ils doivent *« prendre des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite créée par Israël dans le Territoire palestinien occupé »*. Cet avis formulé par la plus haute autorité judiciaire de l'ONU prohibe purement et simplement le commerce avec les colonies israéliennes et impose aux entreprises de leur pays respectif de cesser toute activité économique liée à la colonisation. Sans attendre les directives de l'État dont elles relèvent, les entreprises doivent répondre à leur obligation de devoir de vigilance, qui les oblige notamment à s'assurer que leurs activités n'enfreignent pas les droits de l'Homme.

Dans le contexte actuel marqué par une violence de plus en plus exacerbée de la part de l'armée et des colons israéliens contre la population civile en Territoire palestinien occupé(6) et par la probabilité de plus en plus forte et reconnue par la CIJ et les plus grandes ONG internationales et françaises qu'Israël commette un génocide à Gaza, il est de plus en plus insupportable à un grand nombre de citoyens et citoyennes, en France et dans le monde, que le groupe Carrefour maintienne et développe ses liens avec des entreprises complices de telles violations des droits humains. Nous demandons, à nouveau et avec la plus grande détermination, que le groupe Carrefour se retire de ces partenariats indécents.

Pour échanger sur ces questions et connaître vos éventuelles intentions sur la poursuite ou l'arrêt de vos partenariats avec des sociétés israéliennes complices et actrices de la colonisation, nous sollicitons une nouvelle rencontre, après celle que vous nous avez accordée en décembre 2022.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir nos salutations sincères.

Jérôme Bonnard, secrétaire national, Union syndical Solidaires
Amar Lagha, secrétaire général, Fédération CGT du commerce et des services
Sarah Lecoq, chargée de plaidoyer conflits et droits humains, CCFD-Terre Solidaire
François Leroux, président, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
Boris Plazzi, secrétaire confédéral, CGT
Nathalie Tehio, présidente, Ligue des droits de l'Homme
Anne Tuaillon, présidente, Association France Palestine Solidarité

Copie à :

Mme Marianne Sabel, manager RSE, groupe Carrefour
M. Bertrand Swiderski, directeur RSE, groupe Carrefour

---

[5] Cour internationale de Justice, avis consultatif du 19 juillet 2024, https://www.icj-cij.org/index.php/fr/node/204160


25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/

Plan de Formation de l’UD CGT 07 pour l’année 2025

PLAN DE FORMATION 2025
Union Départementale Ardèche

LÉGENDE

Légende
Être acteur toute sa vie
Outiller au mandat
Outiller à la responsabilité

Libellé	Lieu	Durée	Dates	Legende
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	La Voulte	1 jour	6 novembre	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Le Cheylard	1 jour	10 juin	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Le Teil	1 jour	25 février et 7 octobre	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	UD Privas	1 jour	19 juin	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Tournon	1 jour	18 avril	
Participer à la vie de la CGT **mod.3 2024** (1er niveau)	UD Privas	3 jours	17 au 19 février	
Participer à la vie de la CGT mod.1 (1er niveau)	UD Privas	3 jours	19 au 21 Mars	
Participer à la vie de la CGT mod.2 (1er niveau)	UD Privas	2 jours	12 au 13 juin	
Participer à la vie de la CGT mod.3 (1er niveau)	UD Privas	3 jours	15 au 17 octobre	
Développer la démarche CGT mod.1 (2ème Niveau)	UD Privas	5 jours	24 au 28 novembre	
Développer la démarche CGT mod.2 (2ème Niveau)	UD Privas	5 jours	19 au 23 janvier **2026**	
FORMATIONS PRUDIS - Conseiller.es Prud'Hommes				
Journée préparatoire AG CPH Aubenas janvier **2026**	UL Aubenas	1 jour	octobre-novembre-décembre	
Formation BCO	UD Privas	5 jours	10 au 14 mars	
FORMATIONS DLAJ				
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		avril	
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		juin	
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		octobre	
Journée d'etude DLAJ tout mandat	UL Le Teil		décembre	
Conseiller du salarié (présentation du mandat)	UD Privas	1 jour	29 avril	
Conseiller du salarié (prise de mandat)	UD Privas	3 jours	du 3 au 5 septembre	
FORMATIONS SPECIFIQUES UNION DEPARTEMENTALE				
Collectif de direction (CE UD Ardèche)	A définir	3 jours	29 septembre au 1er octobre	
COGITIEL	Privas	2 jours	17 au 18 mars / 17 au 18 novembre	
Eco-CSE	Privas	5 jours	3 au 7 mars	
Santé, Sécurité et Conditions de Travail	Privas	5 jours	31 mars au 4 avril	
Combattre syndicalement les idées d'extrême-droite	Privas	2 jours	2 au 3 juin	
Agir contre les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS)	Privas	3 jours	21 au 23 mai	
Formation avec les Instituts du Travail				
Mobiliser le code du travail (avec l'institut de formation syndicale de Lyon)	Privas	3 jours	1 au 3 décembre	
JOURNEES CARSAT				
Accident de Travail / Maladies Professionnelles	Privas	2 jours	A determiner	
RPS (Risques psycho-sociaux) TMS	Privas	2 jours	5 au 6 juin	
*** NOUVEAUTES * FORMATIONS EN DIRECTION DES RETRAITé-es et PRE-RETRAITé-es**				
Découvrir le syndicalisme retraité	Privas	1 jour	25 au 26 mars	
Union Locale d'AUBENAS				
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Aubenas	1 jour	7 février	
Comprendre sa fiche de salaire	Aubenas	1 jour	4 avril	
Comprendre sa fiche de salaire	Aubenas	1 jour	10 octobre	
Union Locale d'ANNONAY				
CoGiTiel	Annonay	2 jours	27 et 28 janvier	
Formation de formateurs	Annonay	5 jours	17 au 21 février	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Annonay	1 jour	19 mars	
NAO, gérer un conflit et rédiger un tract	Annonay	3 jours	26 au 29 mars	
Eco CSE	Annonay	5 jours	14 au 18 avril	
Défenseur, Conseillers du salarié	Annonay	5 jours	19 au 23 mai	
SSCT	Annonay	5 jours	2 au 6 juin	
Délégué Syndical	Annonay	3 jours	16 au 18 juin	
ECO-CSE	Annonay	5 jours	6 au 10 octobre	
Fiche de paie	Annonay	2 jours	14 et 15 octobre	
Développer la démarche CGT	Annonay	5 jours	3 au 7 novembre	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)	Annonay	1jour	12 novembre	
SSCT	Annonay	5 jours	17 au 21 novembre	
Retraites du Privé	Annonay	3 jours	26 au 28 novembre	
Participer à la vie de la CGT	Annonay	5 jours	1er au 5 ???	
RPS (Risques psycho-sociaux) CARSAT	Annonay	2 jours	date à définir	
Référent harcelement	Annonay	1 jour	date à définir	
USDSAS (Union Syndicale Départementale de la Santé et de l'Action Sociale)				
CSE - Comité Social d'Etablissement	Privas	5 jours	du 19 au 21 février et du 2 au 3 avril	
Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (F3SCT)	Privas	5 jours	du 30 septembre au 2 octobre et du 4 au 5 novembre	
Conseil Médical		3 jours	date à définir	
Journée d'étude				
Module formateur "S'impliquer dans la CGT"		1 jour	date à définir	
Conseillers du salarié		1 jour	date à définir	
CSDSP (Coordination Syndicale Départementale des Services Publics)				
Bulletin de salaire		1 jour	date à définir	
Différents contrats de la Fonction Publique		1 jour	date à définir	
Comité médical		2 jours	date à définir	
Statuts Fonction Publique		*5 jours*	date à définir	
S'impliquer dans la CGT (Accueil)		1 jour	date à définir	

Union Départementale des Syndicats CGT de l’Ardèche



25 av. de la Gare - 07000 PRIVAS cedex
Tel. 04 75 66 76 66 - mail : ud07@cgtardeche.org
https://udcgt07.wordpress.com/